



CHAPITRE 84

Loi modifiant la charte de la ville de Victoriaville

[Sanctionnée le 7 mars 1951]

Préambule.

ATTE^{NDU} que la ville de Victoriaville a, par sa pétition, représenté qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 1 Édouard VIII, chapitre 8, telle que modifiée par la loi 3 George VI, chapitre 116, et la loi 4 George VI, chapitre 93, soit de nouveau modifiée afin de lui donner des pouvoirs additionnels;

Attendu qu'elle demande l'adoption d'une loi aux fins ci-dessus qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans cette pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 233,
a. 26, am.
pour la
ville.

1. L'article 26 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus 1941, chapitre 233) est modifié, pour la ville de Victoriaville, en ajoutant après le paragraphe 6° les suivants:

Octrois autorisés. "7° Octroyer des deniers pour aider dans la ville ou ailleurs;

a) aux sociétés scientifiques, artistiques, littéraires, patriotiques, sportives, récréatives, agricoles ou avicoles;

b) à toutes communautés religieuses, hôpitaux, orphelinats et dispensaires;

c) à toutes institutions, associations, conférences ou organisations de charité, d'orientation, d'hygiène sociale, de tourisme, de bien-être social, moral ou physique;

CHAPTER 84

An Act to amend the charter of the town of Victoriaville

[Assented to, the 7th of March, 1951]

WHEREAS the town of Victoriaville has, by its petition, represented that it is necessary for the proper administration of its affairs that its charter, the act 1 Edward VIII, chapter 8, as amended by the act 3 George VI, chapter 116, and the act 4 George VI, chapter 93, be again amended in order to give it additional powers;

Whereas it prays for the passing of an act for the above purposes and it is expedient to grant the prayer contained in such petition;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 26 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233) is amended, for the town of Victoriaville, by adding after paragraph 6 the following paragraphs:

"7. Grant moneys to assist, in the town or elsewhere:

a. scientific, artistic, literary, patriotic, sporting, recreational, farming or poultry associations;

b. any religious community, hospital, orphanage or dispensary;

c. any institution, association, conference or organization existing for purposes of charity, vocational guidance, social hygiene, travel or social, moral or physical welfare;

Grants authorized.

d) aux associations de scouts et de guides;

e) aux foyers et maisons de refuge;

f) pour maintenir ou aider à l'établissement et au maintien de bibliothèques publiques et musées publics et contribuer à l'entretien des chemins d'hiver en dehors de la ville, le tout aux conditions que le conseil pourra imposer.

Limite.

Tous les octrois ainsi appropriés ne devront pas dépasser la somme de dix mille dollars; annuellement cette somme pourra être distribuée au gré du conseil en vertu de résolutions.

Gestion, etc. de terrains de jeu, etc.

"8° Passer des contrats avec des associations sans but lucratif pour fins d'organisation des loisirs en cette cité, pour la gestion et l'administration de ses terrains de jeux, de son stade, de ses patinoires ou autres lieux publics d'amusement et leur accorder, à même le dit montant de dix mille dollars prévu au paragraphe précédent, les fonds nécessaires à cette fin, aux conditions que le conseil pourra établir par simple résolution."

S.R., c. 233, a. 104, remp. pour la ville. Vérificateurs.

2. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en remplaçant l'article 104 par le suivant:

"**104.** A la séance régulière de septembre, le conseil doit nommer un ou des vérificateurs qui restent en charge jusqu'à l'entrée en fonction de son ou leurs successeurs."

S.R., c. 233, a. 428, am. pour la ville. Heures de danse, etc.

3. L'article 428 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant le paragraphe suivant:

"11° Pour déterminer les heures de danse, dans les salles de danse, les cafés, les clubs, les restaurants, les auberges, et les grills; pour ordonner leur fermeture entre minuit et six heures du matin; pour imposer à ces établissements l'obligation de prendre un permis ou licence sur paiement d'une somme de cent dollars, en sus d'autres taxes et licences, ou pour prohiber la danse dans les établissements susdits."

S.R., c. 233, a. 429, am. pour la ville.

4. L'article 429 de la Loi des cités et villes, modifié par l'article 4 de la loi 9 George VI, chapitre 52, par l'article 7 de la loi 11 George VI, chapitre 59 et par l'article 5 de la loi 13 George VI, chapitre

d. boy scouts and girl guides associations;

e. homes and houses of refuge;

f. to maintain or aid in the establishment and maintenance of public libraries and museums, and contribute to the upkeep of winter roads outside the town, the whole on such conditions as the council may prescribe.

All grants so appropriated shall not exceed the sum of ten thousand dollars; annually such sum may be distributed by resolution at the will of the council.

Limit.

"8. Make contracts with non-profit associations for purposes of recreational guidance in the town, for the management and administration of its playgrounds, stadium, skating rinks or other public places of amusement, and grant them, out of the said sum of ten thousand dollars contemplated in the preceding paragraph, the necessary funds for such purposes, on such conditions as the council may establish by mere resolution."

Management, etc. of playgrounds, etc.

2. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by replacing section 104 by the following:

R.S., c. 233, s. 104, replaced for town.

"**104.** The council, at its regular sitting in September, shall appoint one or more auditors, who shall remain in office until the entry into office of his or their successors."

Auditors.

3. Section 428 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding the following paragraph:

R.S., c. 233, s. 428, am. for town.

"11. To fix the hours for dancing, in dance halls, cafés, clubs, restaurants, inns and grills; to order the closing thereof between midnight and six o'clock in the morning; to impose on such establishments the obligation of procuring a permit or licence on payment of a sum of one hundred dollars, in addition to other taxes and licences or to forbid dancing in the above-mentioned establishments."

Hours for dancing, etc.

4. Section 429 of the Cities and Towns Act, amended by section 4 of the act 9 George VI, chapter 52, by section 7 of the act 11 George VI, chapter 59 and by section 5 of the act 13 George VI,

R.S., c. 233, s. 429, am. for town.

60, est de nouveau modifié, pour la ville, en ajoutant le paragraphe suivant:

Billet
d'assigna-
tion.

"34° Au cas d'infraction aux règlements relatifs à la circulation et à la sécurité publique, tout agent de la paix la constatant, pourra remplir sur place un billet d'assignation, relatant la nature de l'infraction, en délivrer copie au conducteur du véhicule ou la placer sur une partie apparente de la voiture, et en remettre l'original au département de la circulation de la ville. Tout délinquant qui satisfera audit billet dans le délai qui lui sera imparti en versant au trésorier de la ville une somme de deux dollars, sera libéré quant à lui de la pénalité attachée à cette infraction. Au cas d'inaction, la ville procédera suivant la loi. Les sommes déjà perçues par la cité suivant le mode de perception des amendes sont déclarées avoir été légalement perçues et la ville est autorisée à les retenir."

S.R.,
c. 233,
a. 446a, aj-
outé pour la
ville.

5. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 446 le suivant:

Taxe
d'eau sur
lots non
bâties, etc.

"446a. Dans le cas de lots non bâtis, la taxe d'eau peut être imposée sur iceux, mais le montant annuel de la dite taxe ne devra pas excéder quatre pour cent de la valeur du terrain tel que porté au rôle d'évaluation municipal en vigueur, et de plus, dans ces cas, la municipalité ne sera pas tenue de poser les tuyaux de distribution jusqu'à l'alignement de la rue, mais il sera nécessaire que le tuyau maître des systèmes d'aqueduc et d'égout passe devant ces dits lots non bâtis. Quelle que soit la valeur du terrain tel que porté au rôle d'évaluation, le montant annuel de la taxe ci-dessus mentionnée ne devra pas être inférieur à dix dollars ni excéder trente dollars pour chaque lot."

S.R.,
c. 233,
a. 469,
am. pour
la ville.

6. L'article 469 de la Loi des cités et villes, modifié par l'article 10 de la loi 12 George VI, chapitre 29, est de nouveau modifié, pour la ville:

a. en ajoutant après le paragraphe 6° le suivant:

Restau-
rants am-
bulants.

"6°a Pour réglementer, limiter le nombre de restaurants ambulants ou en interdire l'exploitation dans les limites de la ville; annuler leur permis en tout temps.

chapter 60, is again amended, for the town, by adding the following paragraph:

"34. In cases of violation of the by-laws relating to traffic and public safety, any police officer to whom notice of such infraction has come may fill out, on the spot, a notice of summons stating the nature of the infraction, and shall deliver to the driver of the vehicle or deposit in a conspicuous place on the said vehicle a copy of such notice and bring the original thereof to the town traffic department. Any delinquent who complies with such notice within the delay granted by paying to the town treasurer a sum of two dollars, shall be freed from the penalty attached to such infraction. In the event of default, the town may proceed according to law. The sums already collected by the town according to such mode of collecting fines are declared to have been legally collected and the city is authorized to retain them."

Notice of
sum-
mons.

5. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding, after section 446, the following section:

R.S.,
c. 233,
s. 446a,
added for
town.

"446a. In the case of lots not built upon, the water-rate may be imposed upon them, but the annual amount of the said water-rate shall not exceed four per cent of the value of the land, as entered on the municipal valuation roll in force, and moreover, in such cases, the municipality shall not be bound to lay the distribution pipes to the line of the street, but the main pipe of the water-works and sewerages systems must pass before such said lots not built upon. Whatever be the value of the land as entered on the valuation roll, the annual amount of the tax above-mentioned shall not be less than ten dollars nor more than thirty dollars for each lot."

Water-
rate on
vacant
lots.

6. Section 469 of the Cities and Towns Act, amended by section 10 of the act 12 George VI, chapter 29, is again amended, for the town:

R.S.,
c. 233,
s. 469,
am. for
town.

a. by adding after paragraph 6, the following paragraph:

"6a. To regulate or limit the number of itinerant restaurants or forbid the operation thereof within the limits of the city, or cancel their permits at any time.

Itinerant
restau-
rants.

Néanmoins, au cas d'annulation, la cité devra faire remise d'une partie du coût de la licence correspondant à la période restant à courir en vertu de ce permis";

b) en ajoutant après le paragraphe 9° le suivant:

Taxis;

"9°a Pour restreindre au nombre actuel le nombre des taxis opérant dans la ville; pour déterminer les endroits où devront se trouver dans la municipalité les postes d'attente des taxis-autos, sur la propriété publique et déterminer le nombre de taxis qui peuvent y stationner; pour défendre que les taxis-autos se tiennent ailleurs qu'au poste autorisé, nonobstant les règlements généraux de la circulation et du stationnement concernant les autres genres de véhicules";

c) en ajoutant après le paragraphe 23° les paragraphes suivants:

Fermeture de cafés, etc.

"24° Nonobstant toute disposition à ce contraire dans une loi générale ou spéciale, la ville peut faire, amender ou abroger des règlements pour ordonner que, pendant toute ou partie de l'année, les restaurants, les cafés et les salles à manger dans la municipalité soient fermés et restent fermés chaque jour ou quelque jour que ce soit de la semaine, après les temps et heures fixés et déterminés dans ce but par le dit règlement; mais les temps et heures ainsi fixés et déterminés par tels règlements ne doivent pas être plus tôt que une heure du matin, ni plus tard que six heures du matin. Toutefois, la présente disposition ne s'applique pas aux salles à manger tenues dans un hôtel;

Privileg.

"25° Cependant, la ville peut accorder, sur recommandation écrite du chef de police, à une ou plusieurs personnes tenant un restaurant, café ou salle à manger, le privilège de rester ouvert vingt-quatre heures par jour, pourvu que ces personnes paient à la cité pour tel privilège une taxe ou un droit annuel n'excédant pas deux cents dollars, en outre de toute autre taxe ou droit annuel permis par la loi."

S.R.,
c. 233,
a. 484,
ramp.
pour la
ville.

Année financière.

7. L'article 484 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"484. L'année financière de la municipalité commence et est réputée avoir toujours commencé le 1er de août et est

Nevertheless, in case of cancellation, the town shall remit a part of the cost of the license, corresponding to the period remaining to run under such permit;"

b. By adding after paragraph 9, the following:

"9a. To restrict to the present number Taxis; the number of taxis operating in the town; to determine the places in the municipality where taxi stands must be located, on public property and fix the number of taxis which may be stationed thereat; to prohibit taxis from parking elsewhere than at authorized stands, notwithstanding the general traffic and parking by-laws relating to other types of vehicles;"

c. by adding after paragraph 23, the following paragraphs:

"24. Notwithstanding any provision to the contrary in a general law or special act, the town may make, amend or repeal by-laws to order that, during the whole or part of the year, restaurants, cafés and dining rooms in the municipality be closed and remain closed every day or any day of the week, after the times and hours fixed and determined for such purpose by the said by-law; but the time and hours so fixed and determined by such by-law shall not be earlier than one o'clock in the morning, nor later than six o'clock in the morning. Nevertheless this provision shall not apply to dining rooms operated in hotels;

Closing of cafés, etc.

"25. However, the town may grant, on Privileg. the written recommendation of the chief of police, to one or more persons keeping a restaurant, café or dining room, the privilege of remaining open twenty-four hours a day, provided that such persons pay to the city for such privilege an annual tax or duty not exceeding two hundred dollars, in addition to any other annual tax or duty permitted by law."

7. Section 484 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

S.R.,
c. 233,
s. 484, replaced for town.

"484. The fiscal year of the municipality shall begin and shall be deemed always to have begun on the 1st of August and

Fiscal year.

réputée s'être toujours terminée le 31 juillet de chaque année, et les taxes et cotisations annuelles sont dues aux dates que le conseil détermine."

shall be deemed always to have ended on the 31st of July of each year, and the taxes and yearly assessments shall be payable at the dates determined by the council."

S.R.,
c. 233,
a. 488,
remp.
pour la
ville.

8. L'article 488 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

8. Section 488 of the Cities and Towns R.S.,
Act is replaced, for the town, by the c. 233,
following: s. 488, re-
placed for
town.

Immeu-
bles im-
posables.

"488. Les immeubles imposables dans la municipalité comprennent les terrains, les constructions et les usines qui y sont érigées et toutes améliorations qui y ont été faites, mais ne comprennent pas les machineries ni leurs accessoires placés dans les usines et servant à leur exploitation, quel que soit le propriétaire de ces machineries et accessoires. La valeur réelle du tout est portée au rôle d'évaluation au nom du propriétaire du fonds. Cette disposition ne prendra effet qu'au commencement de l'exercice financier de l'année 1952-53."

"488. The taxable immoveables in the municipality shall comprise lands, constructions and workshops erected thereon and all improvements made there-to, but shall not comprise the machinery and its accessories, placed in the work-shops and used for their operation, who-ever may be the owner of such machinery and accessories. The actual value of the whole shall be entered in the valuation roll in the name of the owner of the ground. This provision shall take effect only at the beginning of the fiscal year 1952-53."

Taxable
immove-
ables.

Immeu-
bles pour
fins muni-
cipales,
etc.

9. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, il est loisible au conseil de la ville de Victoriaville, de construire, acquérir ou entretenir un immeuble ou des immeubles devant servir en totalité ou en partie à des fins municipales ou pour loger des industries et dont le coût total ne devra pas excéder cent cinquante mille dollars, subordonné à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec.

9. Notwithstanding any general law or special act to the contrary, the council of the town of Victoriaville may construct, acquire or maintain an immovable or immoveables to be used in whole or in part for municipal purposes or to house indus-tries and the total cost whereof shall not exceed one hundred and fifty thousand dollars, subject to the prior approval of the Quebec Municipal Commission.

Immove-
able for
municipal
purposes,
etc.

Location,
etc.

Le conseil municipal est autorisé à louer ou à vendre les dits immeubles ou immeuble aux conditions qu'il déterminera, pourvu que le prix de vente ne soit pas inférieur au coût des dits immeubles ou immeuble, sujet à l'approbation de la Commission municipale de Québec.

The municipal council is authorized to lease or to sell the said immoveables or immoveable upon such conditions as it shall determine, provided that the selling price is not lower than the cost of the said immoveables or immoveable subject to the approval of the Quebec Municipal Commission.

Lease,
etc.

Emprunt.

Pour les fins susdites le conseil pourra emprunter une somme n'excédant pas cent cinquante mille dollars par règlement approuvé par la Commission municipale de Québec, par le ministre des affaires municipales et par les électeurs propriétaires, conformément aux dispositions de la loi concernant les règlements d'emprunt.

For the above mentioned purposes the council may borrow a sum not exceeding one hundred and fifty thousand dollars by by-law approved by the Quebec Municipal Commission, by the Minister of Municipal Affairs and by the electors who are proprietors, in accordance with the provisions of the law respecting loan by-laws.

Loan.

Approba-
tion.

Le règlement d'emprunt à ce sujet devra être soumis à l'approbation des électeurs

The loan by-law in this respect shall be submitted to the approval of electors

Approval.

propriétaires comme un tout complet, et sans être mêlé à aucun autre règlement d'emprunt.

who are property owners as a complete whole, and without being mixed to any other loan by-law.

Entrée en vigueur. **10.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

10. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.